

2018

# PLAN DE RÉPONSE — D'URGENCE —

MAI



**CAMEROUN  
RÉGIONS  
NORD-OUEST  
ET SUD-OUEST**

Budget (USD)

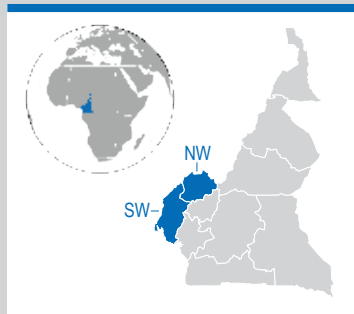
15,2M

Personnes dans le besoin

160 000

Personnes ciblées

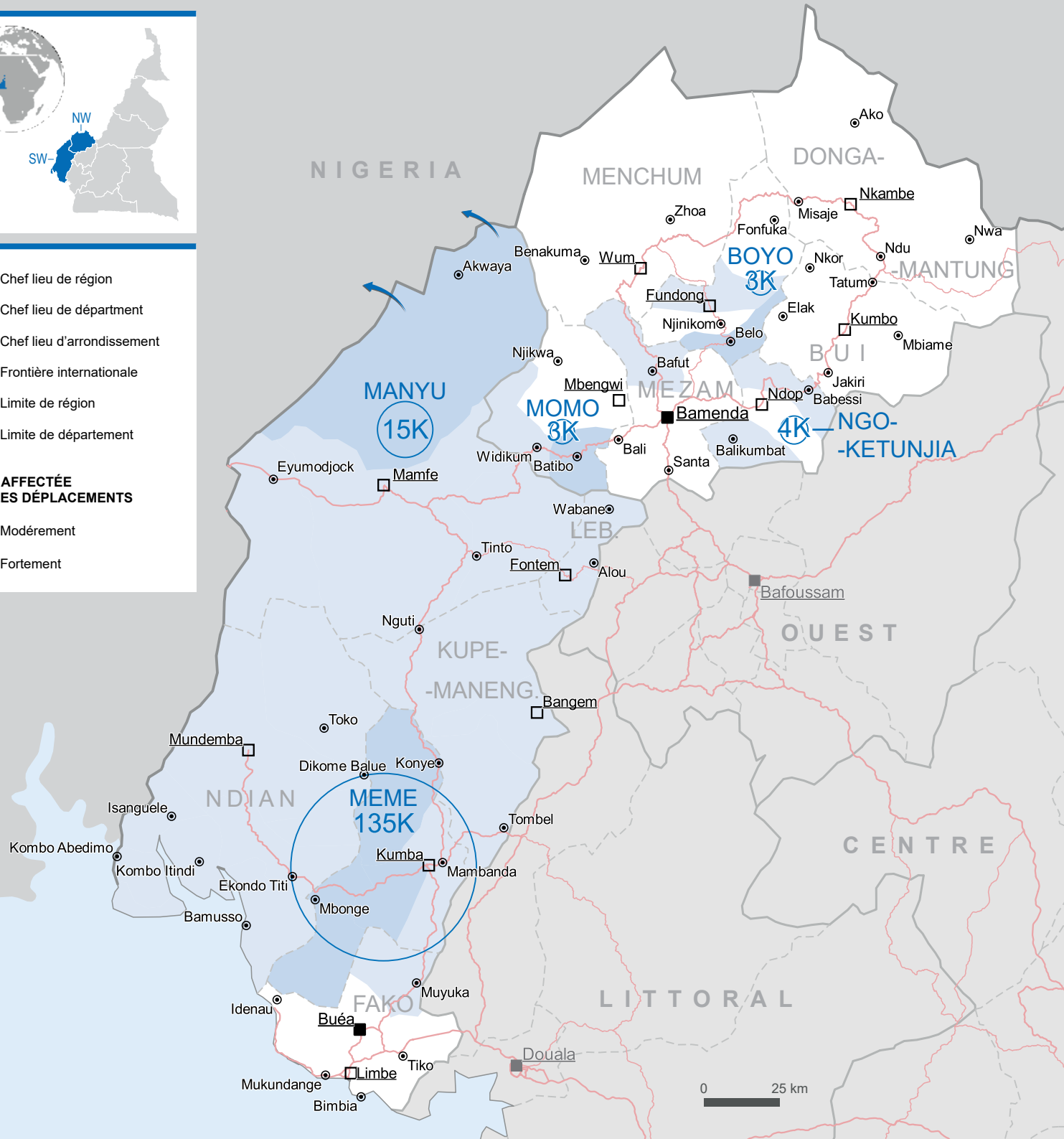
160 000



- Chef lieu de région
- Chef lieu de département
- Chef lieu d'arrondissement
- Frontière internationale
- Limite de région
- - Limite de département

**ZONE AFFECTÉE  
PAR LES DÉPLACEMENTS**

- Modérément
- Fortement



Ce document est réalisé par le **Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)** en collaboration avec les partenaires humanitaires à l'appui du gouvernement.

Les désignations employées et la présentation de ce rapport n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position concernant le statut juridique d'un pays, un territoire, une ville, une région, ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières.

## URGENGE DANS LES RÉGIONS NORD-OUEST ET SUD-OUEST

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Aperçu de la crise.....</b>	<b>4</b>
Introduction .....	4
Zones les plus affectées .....	4
Accès humanitaire aux zones affectées .....	4
Groupes les plus vulnérables .....	4
Besoins humanitaires les plus urgents .....	5
Évaluations récentes.....	5
Efforts de réponse du gouvernement hôte.....	5
Aide apportée par les partenaires.....	5
<b>Besoins humanitaires .....</b>	<b>6</b>
Abris et articles ménagers essentiels .....	6
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance .....	6
Accès aux soins de santé primaires, y compris la prise en charge des urgences .....	6
Accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement .....	7
Prévention de la violence contre les populations civiles, notamment les femmes et les enfants, et accès aux mécanismes de réponse .....	7
Éducation.....	7
<b>Objectifs stratégiques .....</b>	<b>8</b>
Fournir une assistance d'urgence aux populations déplacées du Sud-Ouest et du Nord-Ouest afin de réduire la mortalité et la morbidité liés au déplacement .....	8
Fournir des services de protection essentiels aux personnes affectées par la crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, et améliorer l'accès aux bénéficiaires.....	8
<b>Stratégie de la réponse.....</b>	<b>9</b>
Personnes dans le besoin et personnes ciblées.....	10
Budget par secteurs.....	10
<b>Plans de réponse sectoriels.....</b>	<b>11</b>
Abris et NFI.....	11
Eau, hygiène et assainissement.....	12
Éducation.....	13
Protection .....	14
Santé.....	15
Sécurité alimentaire .....	16
<b>Liste des projets par secteur.....</b>	<b>17</b>
<b>Quatre moyens pour soutenir le plan de réponse d'urgence.....</b>	<b>22</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>23</b>
Notes de fin de page.....	23
Acronymes .....	23

## URGENCE DANS LES RÉGIONS NORD-OUEST ET SUD-OUEST

## APERÇU DE LA CRISE

**Introduction**

Les régions d'expression anglaise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest connaissent depuis 2016 une instabilité sociale émaillée de violences avec un impact négatif sur le tissu socio-économique. La crise socio-politique a progressivement mué en insécurité et une violence armée dès novembre 2017. L'escalade de la tension et la multiplication des foyers d'hostilité entre les groupes armés et les forces de défense et de sécurité ont gravement affecté les populations civiles, contribuant ainsi au déplacement de nombreuses personnes à l'intérieur des deux régions qui comptent près de 4 millions<sup>1</sup> d'habitants (soit 16% de la population totale).

L'insécurité gagne depuis peu de nouveaux départements dans la région du Sud-Ouest comme le Ndian, le Lebiale et le Fako et le département de Boyo au Nord-Ouest. Le nombre de ménages obligé de quitter les villages voire le pays à la recherche de zones plus sécurisées augmente rapidement et de manière constante.

Les résultats des récentes évaluations estiment à plus de 160 000 le nombre de personnes déplacées internes (PDI) dans les deux régions qui auront besoin d'une assistance humanitaire d'urgence au cours des trois prochains mois. La stratégie du plan de réponse d'urgence porte sur la totalité des personnes dans le besoin, soit 160 000 PDI ciblées par les interventions d'urgence pour une période initiale de trois mois.

Le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2017-2020 n'inclut pas les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du fait qu'au moment de son élaboration, ces dernières connaissaient une instabilité politico-sociale dont les conséquences humanitaires n'étaient pas connues. L'élaboration de ce plan de réponse complémentaire se justifie par une dégradation rapide et évolutive du climat sécuritaire avec comme corollaire un déplacement important, des préoccupations liées à leur protection, la perte des moyens de subsistance et l'absence de perspective à court et moyen terme.

**Zones les plus affectées**

Au cours des derniers mois, l'épicentre de la crise s'est déplacé de Bamenda (Nord-Ouest) vers Mamfé et Kumba (Sud-Ouest). Tous les départements du Sud-Ouest sont affectés, cependant les départements de la Manyu, du Ndian et de la Mémé sont ceux où la crise a eu le plus d'impacts sur les populations. De nombreux villages ont subi d'importants dégâts matériels dans les arrondissements de Mbongue et Konye (département de la Mémé). De même dans les arrondissements de l'Eyumodjok et d'Akwaya (département de la Manyu), de nombreuses familles ont abandonné leurs villages

pour trouver refuge dans les forêts ou dans les villages et villes voisins. Des dizaines de villages des arrondissements de Mbongue et Konye dans le Sud-Ouest ont été vidés de leur population. La situation est similaire au Nord-Ouest, notamment dans le département de Boyo.

Département	Personnes dans le besoin	% du total
Meme (SW) <sup>i</sup>	135 000	84%
Manyu (SW) <sup>ii</sup>	15 000	9%
Boyo (NW) <sup>iii</sup>	3 000	2%
Momo (NW) <sup>iii</sup>	3 000	2%
Ngo-Ketunjia (NW) <sup>iii</sup>	4 000	4%
<b>Total</b>	<b>160 000</b>	<b>100%</b>

i. District de Santé de Kumba sur la base des résultats de la SASNIM et de la distribution de MILDA

ii. Préfecture de la Manyu

iii. Évaluation de PLAN

Plus de 20 000 réfugiés camerounais ont également fui au Nigéria depuis le début de la crise. Néanmoins, ce plan ne vise pas à répondre aux besoins de ces réfugiés, ces derniers étant pris en charge par les partenaires opérationnels au Nigéria.

**Accès humanitaire aux zones affectées**

L'accès humanitaire reste difficile, principalement en raison de la situation sécuritaire imprévisible, des mauvaises conditions routières, des restrictions sur les déplacements dans certains villages et des manifestations de « ville morte » où les activités socio-économiques sont suspendues pendant des jours.

**Groupes les plus vulnérables**

La recrudescence des hostilités entre les groupes armés et les forces de défense et de sécurité a forcé les populations à se déplacer dans la forêt, les villages et les villes voisines. Cette situation a sérieusement détérioré les conditions de vie des populations en affectant leurs moyens de subsistance. L'éclosion brutale de la violence, les mouvements précipités de population vers les forêts et les villes, les exactions ainsi que les très difficiles conditions de vie, affectent en premier lieu les filles et les garçons en âge scolaire, les femmes et les personnes âgées.

En termes de moyens de subsistance des populations, l'insécurité a considérablement réduit l'accès aux zones de production et aux marchés. Pour une population tirant l'essentiel de ses ressources de l'agriculture, cette privation d'accès à leur moyen de subsistance principal les précarise considérablement alors qu'au même

moment les besoins augmentent considérablement. La santé étant le reflet du bien-être de l'individu social, les besoins augmentent surtout pour les plus vulnérables à cause des mauvaises conditions d'habitat, d'alimentation et le manque d'accès à l'eau potable et à de bonnes conditions d'hygiène entre autres

### Besoins humanitaires les plus urgents

D'après les résultats de l'évaluation multisectorielle rapide menée par les Nations unies en mars 2018 dans le Sud-Ouest et celle menée en avril 2018 dans la région du Nord-Ouest par l'ONG Plan International, les besoins des personnes déplacées internes concernent principalement les abris, les biens non-alimentaires, la santé, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'éducation, la sécurité alimentaire et la protection des civils qui, en plus d'être un besoin important à caractère transversal, est à prendre en compte par les autres secteurs. Les besoins varient d'un lieu géographique à un autre et selon qu'il s'agisse d'un environnement urbain ou rural.

Les besoins les plus urgents concernent :

- Les abris et les articles ménagers essentiels, particulièrement pour les groupes qui sont installés dans la forêt ;
- L'alimentation de base, surtout pour les plus vulnérables tels que les femmes enceintes et allaitantes, les jeunes enfants filles et garçons, ainsi que les personnes âgées ;
- Les soins de santé primaire, y compris la prise en charge des urgences notamment les cas de traumatisme et de blessures par balles ;
- L'accès à l'eau potable et aux activités de sensibilisation et promotion de l'hygiène et d'assainissement ;
- L'accès à une meilleure protection notamment pour les personnes victimes de violences, d'abus et du non-respect de leur droits élémentaires ;
- L'accès à l'éducation. Depuis le début de la crise, de nombreuses écoles ont suspendu leurs cours du fait d'actes de vandalisme et de menaces proférées à l'égard du corps enseignant et des élèves.

### Évaluations récentes

De nombreuses missions et évaluations ont été conduites dans les deux régions en 2017 et 2018. Il faut retenir notamment la mission OCHA et UNDSS ; la mission exploratoire conduite par le coordonnateur humanitaire ; les missions des agences spécialisées des Nations unies (UNICEF, UNFPA, ONUFEMMES) ; et les missions des ONG nationales et internationales (Médecins Sans Frontières, Plan International, Afrique solidarité Suisse, Respect Cameroun, etc.). Ces différents rapports fournissent de précieuses informations et données indispensables à la définition des besoins. Elles ont servi de base à l'évaluation multisectorielle inter-agences menée au mois de mars 2018.

Cette évaluation a été organisée dans deux départements de la région du Sud-Ouest (Meme et Manyu) avec la

participation de tous les secteurs humanitaires. Le but de cette mission était d'évaluer de façon plus approfondie la situation humanitaire dans la région et les besoins prioritaires des personnes affectées par la crise.

L'évaluation multisectorielle conjointe n'a pas pu couvrir toutes les zones ciblées à cause des difficultés d'accès liées à l'insécurité. Cependant, l'équipe d'évaluation a constaté les faits rapportés par les précédentes missions : il s'agit de la présence de déplacés internes et de l'étendue des besoins humanitaires créés par la situation qui prévaut.

Un exercice similaire a été mené en avril 2018 par l'ONG Plan International dans la région du Nord-Ouest, notamment dans les départements de Boyo, Donga-Mantung, Menchum, Momo et Ngo-Ketunjia. Les résultats initiaux font état de besoins importants en santé, en sécurité alimentaire, en eau, hygiène et assainissement ainsi qu'en matière d'éducation.

### Efforts de réponse du gouvernement hôte

A ce jour, aucune réponse n'a été fournie par le gouvernement aux personnes dans le besoin. Les autorités ont lancé des appels au retour des réfugiés camerounais au Nigéria et des déplacés internes dans leur village d'origine. Le gouvernement prévoit la mise en place d'un plan de reconstruction des villages détruits. Des mécanismes pour assurer ces retours sont mis sur pied à travers les élites locales et les autorités traditionnelles notamment à Mamfe. Malgré ces initiatives, il convient de préciser que les conditions d'un retour durable ne sont pas garanties, compte tenu du contexte sécuritaire très volatile.

### Aide apportée par les partenaires

Au niveau des partenaires, la mobilisation reste assez timide étant donné le manque d'acteurs humanitaires présents dans les deux régions. L'Église et les ONG locales sont à l'heure actuelle les seules à apporter une aide aux personnes déplacées. L'Église catholique à travers la CARITAS a entrepris une collecte de vêtements qui ont été distribués, en même temps que quelques vivres, aux personnes déplacées internes dans plusieurs arrondissements de la Meme et de la Manyu depuis le début de la crise.

L'organisation nationale Authentique Memorial Educational Foundation (AMEF) a, quant à elle, distribué des vivres à un petit groupe identifié dans la localité de New Town Barombi (Mbongue, Meme).

Le système des Nations Unies a fait une donation de 30 tonnes de biens non alimentaires (couvertures, matelas et savons) aux diocèses catholiques de Mamfe et Kumba. Les distributions aux personnes déplacées sont en cours dans les départements respectifs. Ces initiatives couvrent moins de 10 % des besoins identifiés.

**URGENCE DANS LES RÉGIONS NORD-OUEST ET SUD-OUEST**

# BESOINS HUMANITAIRES

Les informations disponibles et les observations recueillies sur terrain indiquent que les besoins prioritaires sont :

**Abris et articles ménagers essentiels**

Actuellement, on dénombre plus de 160 000 personnes déplacées internes, parmi lesquelles hommes, femmes, garçons et filles qui se sont déplacés en familles et en communauté abandonnant leur maison ainsi que l'essentiel de leur mobilier afin de protéger leurs vies. La majorité des personnes déplacées se sont réfugiées dans les zones forestières (80%) et sont logées dans des abris de fortune sans division entre les parents et les enfants, à la merci du soleil et de la pluie. Elles se retrouvent sans matériels tels que lampes, marmites, assiettes, couvertures et autres effets essentiels. Les déplacements s'étant effectués dans la précipitation, les ménages ont très souvent tout abandonné derrière eux pour se retrouver en situation de précarité et de grande promiscuité. Les besoins en abris constituent une priorité pour ces familles, surtout pour celles qui sont dans les zones forestières. Les biens non alimentaires sont également requis au quotidien pour ces ménages en détresse.

**Sécurité alimentaire et moyens de subsistance**

6

Les missions d'évaluation ont relevé que les populations des deux régions affectées vivent essentiellement d'agriculture et de petits métiers. L'insécurité a considérablement réduit l'accès aux zones de production et aux marchés réduisant de fait les moyens de subsistance. Les personnes les plus touchées sont celles pour lesquelles l'accès à leur champ est désormais impossible.

A titre d'exemple dans l'arrondissement de Kumba, 20% des PDI sont installées dans des villages et 10% vivent à Kumba ville. Dans cette zone l'évaluation a révélé que l'alimentation est la première des priorités. Les agriculteurs, les petits marchands, ainsi que leurs ménages se retrouvent en situation de vulnérabilité du fait du manque de ressources due à la perturbation de leurs activités. Ce qui les amène à adopter des stratégies alimentaires négatives notamment, la réduction du nombre de repas (un repas par jour), la privation de nourriture des adultes aux bénéfices des plus jeunes. A tout cela, s'ajoutent les restrictions des mouvements (couvre-feu, mesures militaires et administratives, etc.), ou les mauvaises conditions des routes et les points de contrôle rendant les champs et les marchés locaux inaccessibles. Cette situation affecte particulièrement les femmes enceintes et allaitantes, les jeunes enfants filles et garçons, ainsi que les vieillards qui ont des besoins nutritionnels particuliers, ce qui peut les prédisposer à la malnutrition.

Dans d'autres localités du Sud-Ouest (Kwakwa, Kombone et Bole), 60-70% des personnes touchées par l'insécurité sont installées dans la forêt non loin des villages. Elles ont pour le moment un accès suffisant à la nourriture.

Ces tendances restent similaires pour les localités évaluées au Nord-Ouest.

**Accès aux soins de santé primaires, y compris la prise en charge des urgences**

Les personnes les plus vulnérables sont les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les personnes affectées par des maladies à potentiel épidémique. La santé est particulièrement affectée par la rareté en eau potable. Lors de l'évaluation dans le Sud-Ouest, les personnes interrogées ont rapporté principalement les problèmes de diarrhées et infections liées à l'utilisation d'eau non potable et non traitée. Par ailleurs, les femmes enceintes n'ont pas la possibilité de faire des visites prénatales dans les zones où les formations sanitaires ont fermé pour la plupart du fait des affrontements armés et de l'insécurité. Les jeunes filles qui ne peuvent pas aller à l'école sont sujettes aux grossesses précoces, aux accouchements difficiles et aux risques de fistules obstétricales. De plus, la plupart des populations installées dans la forêt ont recours aux accouchements traditionnels, ce qui peut déboucher sur la mortalité maternelle et infantile. Les besoins en santé reproductive et sexuelle se posent également pour les hommes et les femmes sexuellement actifs qui sont exposés aux IST/VIH et grossesses non désirées. Finalement, les personnes blessées par balle lors des affrontements n'ont pas accès aux soins de santé adéquats, notamment à la chirurgie orthopédique.

## Accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement

La majorité des personnes déplacées vivent dans des conditions précaires, notamment celles installées en forêt dans des petits campements faits en matériaux de fortune. Les évaluations ont révélé une dégradation significative de l'accès des populations affectées aux services d'approvisionnement en eau potable (faible quantité et mauvaise qualité de l'eau), d'assainissement de base (latrines insuffisantes et non sécurisées, pratique de la défécation à l'air libre) et un faible respect des bonnes pratiques d'hygiène individuelle et communautaire. Les deux régions possèdent un réseau hydrographique dense et de fortes dénivelles. Le système d'approvisionnement en eau repose sur les adductions d'eau, les sources aménagées et le captage des eaux non fonctionnels du fait de la faible maintenance. Les besoins prioritaires pour la réduction des risques de maladies hydriques sont une eau saine pour la boisson, l'hygiène et la cuisson, des kits pour l'hygiène corporelle et vestimentaire, le traitement de l'eau et l'amélioration des services d'assainissement de base.

Il faut également noter que les usages culturels font des femmes, filles et garçons les principaux pourvoyeurs en eau potable pour les ménages ce qui les expose à des risques de protection plus élevés. Ils marchent de longues distances à la recherche d'eau potable, exposant notamment les jeunes filles aux agressions sexuelles. De plus, la gestion de l'hygiène menstruelle pour les femmes et les filles est rendue difficile à cause de la rareté de l'eau, des latrines non suffisantes, non sécurisées et non séparées.

## Prévention de la violence contre les populations civiles, notamment les femmes et les enfants, et accès aux mécanismes de réponse

De nombreux déplacés ont perdu leurs documents d'identité et d'état-civil pendant le déplacement. Les populations ainsi déplacées se sont pour la plupart installées dans la forêt, dans des villages limitrophes ou en ville et sont confrontées à des risques accrus de violence, y compris sexuelle et basée sur le genre ; des risques d'arrestation arbitraire du fait de la perte des documents et des limitations de mouvement, à la séparation familiale et à des problèmes psychosociaux. Les affrontements entre les groupes armés et les forces gouvernementales ont conduit à la fermeture d'écoles, des formations sanitaires, à la réduction des activités génératrices de revenus et aux déplacements massifs des populations. Les filles qui ne peuvent plus aller à l'école sont sujettes aux grossesses précoces et sont de ce fait exposées aux IST/SIDA. Les hommes et les garçons risquent d'être enrôlés dans les groupes armés et sont blessés lors des affrontements. Les actes de naissance pour les enfants filles et garçons nés en forêt ne sont pas élaborés. On note également la faiblesse de la capacité de réponse des forces de maintien de l'ordre à assurer la protection et la sécurité des populations, plus particulièrement des femmes et des filles touchées par les violences basées sur le genre (VBG).

## Éducation

La situation dans le secteur de l'éducation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est préoccupante. Dans les zones affectées par la crise plusieurs écoles n'ont pas fonctionné durant deux années scolaires successives (2016-2017 et 2017-2018). Certaines écoles ont également été pillées ou détruites. N'étant plus scolarisés, les filles et les garçons sont exposés à l'exploitation sexuelle et économique, aux violences domestiques et aux VBG. Par ailleurs, les viols, les mariages et grossesses précoces affectent particulièrement les filles. Selon les constats des missions d'évaluation conduites, environ 42 500 sont des enfants en âge scolaire. Dans certains villages d'accueil des personnes déplacées, les écoles fonctionnent mais le taux de fréquentation est sensiblement bas. De nombreux parents sont réticents quant à l'envoi de leurs enfants à l'école pour des raisons de sécurité et de protection.

**URGENCE DANS LES RÉGIONS NORD-OUEST ET SUD-OUEST**

# OBJECTIFS STRATÉGIQUES

**Fournir une assistance d'urgence aux populations déplacées du Nord-Ouest et du Sud-Ouest afin de réduire la mortalité et la morbidité liées aux déplacements**

Les femmes, filles, hommes et garçons déplacés vivent dans des conditions très précaires dans des campements en forêt et autour des plantations. Elles n'ont aucun accès aux biens de premières nécessités ni aux services de base tels que la santé, l'accès à l'eau potable et aux vivres.

Une assistance humanitaire d'urgence dans les secteurs prioritaires, santé, eau hygiène et assainissement, et alimentation, doit être acheminée aux populations dans le besoin en garantissant une meilleure coordination entre les partenaires nationaux (y compris l'État) et les intervenants internationaux.

**Fournir des services de protection essentiels aux personnes affectées du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, notamment les femmes, les filles et les garçons, et améliorer l'accès aux bénéficiaires**

La crise dans ces deux régions a mis en exergue de nombreux besoins liés à la protection, aux droits humains et à l'accès. La prolifération des groupes armés et les exactions commises, tels que les arrestations arbitraires, les kidnappings, les représailles et l'exploitation économique des populations ont mis en lumière la nécessité de mener un plaidoyer robuste pour le respect du droit international humanitaire et davantage d'accès aux bénéficiaires qui représente une condition préalable et fondamentale à une action humanitaire efficace. L'accès sans entrave est essentiel pour faciliter l'acheminement de l'assistance. Il consiste à déplacer du matériel et du personnel là où ils sont nécessaires, à organiser des distributions, à fournir des services d'aide humanitaire nécessaires aux populations. L'accès est également un préalable essentiel pour que les populations touchées bénéficient pleinement de l'assistance et des services mis à disposition.

La protection se trouve au cœur des besoins et de la réponse humanitaire. Dans les deux régions, l'absence de protection se manifeste par la fermeture des écoles, les arrestations arbitraires, les traumatismes psychosociaux du fait de l'exposition à différentes formes de violence, l'exposition des femmes et des filles aux violences basées sur le genre y compris les violences physiques et exploitations sexuelles, la faible capacité des acteurs de protection en matière de promotion et de protection des droits des femmes et des filles en situation de conflit, la séparation des familles, etc.

La réponse humanitaire devra prendre en compte tous les aspects liés à la protection des enfants et des femmes, à la lutte contre les violences basées sur le genre, etc. Ceci se fera à travers des formations, la mise en place de mécanismes de protection et la sensibilisation des autorités civiles et autres parties prenantes au conflit, notamment sur le droit international humanitaire.



## URGENCE DANS LES RÉGIONS NORD-OUEST ET SUD-OUEST

## STRATÉGIE DE LA RÉPONSE

La communauté humanitaire au Cameroun vise, à travers cet appel, à collecter près de 15 millions USD afin de répondre aux besoins les plus urgents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Cet appel cible 160 000 personnes – soit 100% des personnes identifiées par les évaluations multisectorielles comme étant dans le besoin – avec pour priorités de sauver des vies et de répondre aux besoins aigus des populations les plus vulnérables.

Le contexte dynamique dans ces régions ne permettant pas de faire des projections fiables sur le changement des besoins, cette stratégie de réponse ainsi que les ressources financières demandées pour sa mise en œuvre, se basent sur les besoins humanitaires tels qu'estimés dans les divers rapports d'évaluation et notamment l'évaluation multisectorielle conjointe conduite en mars 2018.

La modalité adoptée pour la réponse humanitaire dans les deux régions ne se limite pas à l'assistance directe. Une fois les études de faisabilité en faveur des interventions en transferts monétaires menées, les partenaires humanitaires prévoient également d'intervenir à travers l'utilisation de transferts monétaires lorsque pertinent. Cette approche reflète l'engagement des acteurs humanitaires au Cameroun en 2018, l'Équipe humanitaire pays ayant adopté l'approche de transfert monétaire par défaut, reconnaissant ainsi la valeur des approches de programmation basées sur les transferts monétaires, qu'il s'agisse d'un secteur unique ou multisectoriel.

Le cas échéant, ce plan et la demande financière seront ajustés en fonction des changements importants des besoins.

Par ailleurs, afin de s'assurer que les plus vulnérables soient ciblés, la réponse sera concentrée dans les départements des deux régions où chaque secteur a identifié les activités prioritaires relevant respectivement de la réponse humanitaire (Boyo, Momo, Ngo-Ketunjia au Nord-Ouest et Meme, Manyu au Sud-Ouest). Les trois mois d'activités humanitaires permettront d'identifier les manques, d'affiner la réponse et d'établir des liens avec la réponse de développement.

La réponse cible principalement les personnes déplacées internes pour lesquelles les besoins ont été identifiés dans le cadre de ce plan. Cependant, la réponse

humanitaire globale dans les deux régions prendra en considération les besoins des communautés hôtes et des zones d'origine également affectées par la crise.

Les partenaires présents dans les deux régions ont jusqu'ici conduit des programmes de développement. La stratégie consiste à travailler avec l'ensemble des parties concernées (Gouvernement, humanitaires, partenaires de développement, donateurs, etc.) pour garantir et maintenir l'accès aux populations dans le besoin d'assistance humanitaire et d'identifier les actions prioritaires de développement complémentaires. Cette collaboration entre toutes les parties prenantes est nécessaire pour atteindre les objectifs de la nouvelle façon de travailler.

### Les questions transversales

La communauté humanitaire au Cameroun a priorisé certaines problématiques transversales à intégrer dans la réponse à la crise du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Premièrement, la protection des civils reste une des priorités transversales et doit être prise en compte et renforcée dans toutes les interventions, notamment en faveur des enfants et des femmes. Les projets humanitaires s'appuieront sur la stratégie nationale du secteur Protection au Cameroun.

La seconde priorité transversale est l'intégration du genre à tous les niveaux de l'action humanitaire afin que la prise en compte des besoins différenciés des femmes, filles, hommes et garçons soit une priorité pour tous les acteurs et que chacun assure une participation et une fourniture de l'aide de manière équitable en tenant compte de la situation spécifique des femmes et des enfants.

Dans l'ensemble, le leadership et la coordination des efforts de réponse humanitaire doivent permettre une réponse rapide, cohérente, effective et fondée sur les principes humanitaires, tout en s'assurant de la prise en compte des questions transversales.

La coordination devra de même assurer la redevabilité envers les populations affectées, l'intégration des questions transversales, et surmonter les obstacles entravant l'accès humanitaire.



## PERSONNES DANS LE BESOIN ET PERSONNES CIBLÉES

Personnes dans le besoin (PIN)

160 000

Personnes ciblées (PT)

160 000

 ABRIS ET NFI	PIN: 160 000 PT: 160 000
 PROTECTION	PIN: 160 000 PT: 160 000
 SANTÉ	PIN: 160 000 PT: 160 000
 EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	PIN: 160 000 PT: 125 000
 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	PIN: 160 000 PT: 50 000
 ÉDUCATION	PIN: 42 500 PT: 25 000

## BUDGET PAR SECTEUR









Puisque le contexte actuel ne permet pas de faire des projections fiables sur la dynamique des besoins, les ressources requises pour la réponse se limitent aux besoins les plus urgents pour les trois mois à venir. Pendant la mise en œuvre, les acteurs humanitaires auront la possibilité de faire des évaluations plus

approfondies, d'avoir une meilleure vue sur les obstacles et les opportunités, et conséquemment d'ajuster le plan pour les étapes suivantes.

Pour la réponse actuelle, le budget total s'élève à près de 15,2 millions USD.

## Budget total (USD)

15 152 000

 ABRIS ET NFI	4 642 460 USD
 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	2 950 500 USD
 SANTÉ	2 659 289 USD
 PROTECTION	2 181 691 USD
 EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT	1 812 140 USD
 ÉDUCATION	750 000 USD
 COORDINATION	105 506 USD
 SÉCURITÉ	50 000 USD

## URGENCE DANS LES RÉGIONS NORD-OUEST ET SUD-OUEST

PLANS DE RÉPONSE  
SECTORIELS

## Abris et NFI

Personnes dans le besoin (PIN)	Personnes ciblées (PT)	Budget total (USD)
160 000	160 000	\$4,6M

## Contact:

Antony Akumu-Abogi, UNHCR ([abogi@unhcr.org](mailto:abogi@unhcr.org)), Pepe Sakouvogui, UNHCR ([sakouvog@unhcr.org](mailto:sakouvog@unhcr.org))

## Activités prioritaires

Les interventions prioritaires concernent :

1. Identification des personnes dans le besoin en abris d'urgence
2. Approvisionnement des articles essentiels de base (NFI) et distribution aux ménages en tenant compte des besoins prioritaires des femmes, filles, hommes et garçons
3. Approvisionnement en kits abris (bâches et autres matériaux de construction) et distribution aux ménages
4. Construction des abris d'urgence sécurisés en faveur des ménages extrêmement vulnérables, notamment des femmes et des filles chefs de famille se trouvant dans l'incapacité de se construire un abri.

## Stratégie de réponse

La crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest a entraîné le déplacement plus de 160 000 personnes. Elles se sont, pour la plupart, établies dans les zones forestières et, dans une petite proportion, les centres urbains.

32 000 ménages auront besoin d'une assistance en NFI. L'UNHCR et ses partenaires fourniront aux ménages déplacés les articles essentiels de base (des couvertures, des nattes, des kits de cuisines, des kits d'hygiène intime et sanitaire, des jerrycans, des seaux etc.). Il est à noter qu'une réévaluation des besoins sera conduite avant le commencement de l'intervention dans le secteur.

Parmi les déplacés, au minimum 27 000 ménages se trouvent dans les zones forestières et ont besoin d'abris d'urgences pour se protéger contre les pluies, le froid et l'humidité. En collaboration avec les autorités locales administratives et coutumières, l'UNHCR et ses partenaires distribueront des kits abris d'urgence (bâche plastiques, clous, cordes, pioche, pelle, houes) pour permettre à chaque ménage de se construire lui-même un abri adéquat.

Les personnes vulnérables (personnes âgées sans soutien familial, femme enceinte seule ou en charge de mineurs, mineur en charge de mineurs, handicapé physique, malade chronique, etc.) seront directement appuyées par UNHCR et ses partenaires dans la construction entière de leurs abris dans leur milieu d'installation temporaire avec l'espoir qu'une solution durable et rapide sera trouvée et cela leur permettra de retourner rapidement dans leur milieu d'origine.

Pour les personnes vivant dans les milieux urbains estimées à près de 5 000 ménages, il ne leur sera pas accordé une assistance en abris, mais ces ménages recevront des kits NFI, comme susmentionné.



## Eau, hygiène et assainissement

Personnes dans le besoin (PIN)

**160 000**

Personnes ciblées (PT)

**125 000**

Budget total (USD)

**\$1,8M**

### Contact:

Hubert Onibon, UNICEF ([honibon@unicef.org](mailto:honibon@unicef.org))

### Activités prioritaires

Les interventions prioritaires concernent :

1. La distribution de kits WASH constitués de seaux, gobelets, pot d'enfants et bouilloire y compris produits de traitement de l'eau à chaque famille ciblée.
2. La réhabilitation en urgence des réseaux et points d'eau endommagés.
3. L'appui pour la construction de latrines familiales et la construction de latrines temporaires communautaires séparées pour les hommes et les femmes, les filles et garçons et disposant d'un mécanisme assurant l'intimité et la protection de l'utilisateur ou de l'utilisatrice.
4. La sensibilisation sur les bonnes pratiques et la formation sur le traitement de l'eau.
5. La collecte d'informations et le suivi de la situation de l'accès et de la fourniture des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans la zone y compris le diagnostic des réseaux et points d'eau en panne ;

### Stratégie de réponse

En vue d'atteindre rapidement les 125 000 personnes ciblées, les ONG locales, associations religieuses (CODAS Caritas) et la Croix Rouge présentes avant la crise, actives malgré le contexte et ayant démontré une maîtrise de la situation et du milieu seront chargées de l'exécution des activités. Pour plus d'efficacité, dans la mesure du possible une ONG locale sera identifiée par région/département/commune. L'UNICEF mettra à la disposition un staff qui assurera la coordination de la réponse WASH et des ressources dans les régions affectées. Un accompagnement technique des acteurs de mise en œuvre dans la réponse WASH aux urgences sera fourni tout au long de la mise en œuvre des interventions. Un accent sera accordé à la prise en compte des besoins spécifiques et la protection des bénéficiaires dans la fourniture de la réponse eau, hygiène et assainissement en particulier dans les sites de regroupement des personnes déplacées.



## Éducation

Personnes dans le besoin (PIN)

**42 500**

Personnes ciblées (PT)

**25 000**

Budget total (USD)

**\$750K**

### Contact:

Beatrice Wakimunu-Lelias, UNICEF ([bwakimunulelias@unicef.org](mailto:bwakimunulelias@unicef.org))

### Activités prioritaires

Les interventions prioritaires concernent :

1. Organisation
  - (i) des activités récréatives et de protection des filles et des garçons dans les espaces sécurisés et
  - (ii) des curricula accélérés pour la réinscription/réinsertion des filles et des garçons à l'école
2. Mobilisation des communautés, familles et parents sur l'importance de la scolarisation des enfants
3. Réhabilitation des salles de classe détruites et construction des salles temporaires
4. Achat et distribution des fournitures scolaires aux élèves et matériels didactiques aux enseignants
5. Préparation et lancement du programme d'éducation par la radio.

### Stratégie de réponse

Le secteur vise comme objectif principal de fournir à tous les enfants affectés par les crises humanitaires au Sud-Ouest et Nord-Ouest du Cameroun, un accès à une éducation préscolaire, primaire, secondaire (Premier cycle) et non formelle de qualité qui leur offre une possibilité d'atteindre leur plein épanouissement. Pour ce fait, les stratégies et activités clés à développer par le secteur s'articuleront autour :

- (1) du plaidoyer auprès des autorités pour l'insertion des enfants déplacés dans les écoles des zones d'accueil ;
- (2) la mobilisation communautaire.
- (3) la formation des enseignants en appui psycho-social et aux stratégies de réduction de risques de conflits/catastrophes.

Dans ce contexte spécifique, un accent particulier sera mis sur la sécurité de l'environnement scolaire à travers le plaidoyer pour l'initiative Safe School visant à protéger les écoles des attaques et de l'occupation par les forces de sécurité. Enfin pour la mise en œuvre efficace du plan de réponse humanitaire dans les deux régions, le secteur travaillera étroitement avec les partenaires (niveau national et local).



## Protection

Personnes dans le besoin (PIN)

**160 000**

Personnes ciblées (PT)

**160 000**

Budget total (USD)

**\$2,2M**

### Contact:

Bryan Hunter, UNHCR ([hunterb@unhcr.org](mailto:hunterb@unhcr.org)), Mylène Ahounou, UNHCR ([ahounou@unhcr.org](mailto:ahounou@unhcr.org))

### Activités prioritaires

Les interventions prioritaires concernent :

1. Mise en œuvre d'un exercice initial de profilage pour suivre le déplacement
2. Développement d'outils et de mécanismes de monitoring de protection
3. Renforcement des capacités des acteurs de protection, (communautés, partenaires, autorités, forces de maintien de l'ordre) et prise en compte de la protection transversale dans la réponse humanitaire
4. Identification et soutien aux enfants vulnérables (enfants non-accompagnés et séparés) et mise en œuvre des processus d'identification, documentation, recherche familiale et réunification (IDTR)
5. Fourniture de l'appui psychosocial à la jeune fille et au jeune garçon à travers des approches communautaires dans des espaces sécurisés
6. Fourniture d'un support holistique de qualité (médical, psychosocial et socio-économique) aux personnes à risque et survivant(e)s de VBG dans les différents espaces sûrs.
7. Sensibilisation et assistance pour le rétablissement des actes de naissance pour les enfants et adolescents déplacés et suivi des cas d'arrestation arbitraire et de détention de ceux-ci.
8. Dissémination de l'information sur les services disponibles à travers les radios communautaires (en langue locale), les chefs de village, les formations sanitaires et les églises et mosquées

### Stratégie de réponse

La protection des populations déplacées est un élément central dans la crise émergente en cours dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun. Au vu des facteurs pouvant entraver la mise en œuvre, comme le manque d'acteurs humanitaires sur place, les défis en matière de sécurité, l'absence d'une analyse détaillée de la protection et la nécessité d'assurer un accès humanitaire effectif, la réponse en termes de protection devra être calibrée de manière progressive, en étroite collaboration avec l'équipe humanitaire pays. Toute intervention doit se fonder sur des principes humanitaires, en s'assurant qu'une analyse est faite en amont pour que les interventions respectent le principe de « Ne pas nuire ».

Puisqu'il existe actuellement peu d'informations sur les dynamiques de déplacement, il est essentiel de fournir une analyse continue des mouvements de populations, dont la mise en œuvre doit être adaptée au contexte sécuritaire et à l'accès humanitaire. Par ailleurs, le développement de mécanismes de monitoring de protection adaptés au contexte, ainsi que la prise en compte transversale de la protection dès le départ seront des éléments clés. Cela passerait initialement par des formations sur la protection pour renforcer les capacités des acteurs humanitaires, y compris les acteurs locaux, le développement d'outils de monitoring, ainsi que des interventions de plaidoyer. Ce plan de réponse permettra de mettre en place les premiers éléments d'une réponse, qui nécessitera un soutien continu au-delà de cette première phase afin de pouvoir répondre de manière adéquate aux besoins de la population.

Par ailleurs, au vu du contexte actuel de la région et des prochaines échéances électorales et les troubles qui pourraient en découler, il est important de renforcer les mesures de protection des femmes et des filles contre les violences y compris la préparation pour une réponse holistique VBG de qualité suivant les standards internationaux, comme la disponibilité des services de gestion clinique du viol et à travers la formation des acteurs de protection et la dissémination de l'information. Les activités VBG proposées vont d'une part, fournir une assistance urgente aux survivantes sous forme d'assistance holistique de prise en charge (médicale, psycho sociale et économique), compléter les interventions actuellement en cours et d'autre part, renforcer le mécanisme de protection des femmes et des filles en situation de conflit.

Le soutien psychosocial sera également fourni aux enfants vulnérables dans des espaces communautaires sûrs. Les procédures de recherche familiale seront menées. Des clubs d'adolescents seront mis en place pour renforcer la résilience à travers des sessions éducatives portant sur l'acquisition de compétences nécessaires à la vie courante. Les enfants et adolescents affectés seront aussi assistés pour le rétablissement d'actes de naissances ou d'autres documents détruits ou perdus.

Enfin, le secteur s'appuiera sur une approche visant à impliquer et à renforcer les mécanismes de protection communautaire et veillera à ce que les besoins spécifiques des femmes, hommes, filles et garçons soient pris en compte dans le plan de réponse.

Le secteur propose de cibler 100 % des personnes dans le besoin, au vu de la nature même des activités de protection<sup>2</sup>. Il se pourrait que ce ciblage nécessite une révision en fonction des évolutions en matière d'accès.



## Santé

Personnes dans le besoin (PIN)

**160 000**

Personnes ciblées (PT)

**160 000**

Budget total (USD)

**\$2,7M**

### Contact:

Dr Emmanuel Douba Epee, WHO ([doubaem@who.int](mailto:doubaem@who.int))

### Activités prioritaires

Les interventions prioritaires concernent :

1. Approvisionner les principales formations sanitaires recevant les PDI en kits médicaux d'urgence, kits d'accouchement et kits de césarienne.
2. Déployer en urgence un personnel (Chirurgien & Psychologue) capable de gérer les traumatismes de guerre
3. Déployer en urgence 3 sages-femmes afin qu'elles offrent les soins maternels aux femmes enceintes parmi les PDI abrités dans la forêt et organisent leur référence dans les FOSA pour un accouchement sécurisé.
4. Mener les cliniques mobiles en faveur des PDI qui se sont abrités en forêt
5. Recruter et former les relais communautaires en surveillance épidémiologique
6. Former les équipes d'investigation et d'intervention rapide et pré positionner les intrants pour une riposte rapide aux épidémies
7. Assurer la vaccination de tous les enfants cibles et assurer la distribution systématique des moustiquaires

### Stratégie de réponse

Les populations déplacées internes dans les régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest, n'ayant plus accès aux soins de santé de base et à un accouchement sécurisé, étant aussi confrontées aux risques accrus d'épidémies liés au manque d'eau et d'hygiène, les acteurs du secteur santé visent à réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies et autres événements de santé publique. Pour cela, les interventions du secteur visent à faciliter l'accès de ces populations aux soins de santé primaires et aux accouchements à moindre risque. Aussi, l'identification, l'offre des services de santé maternelle y compris la référence des femmes enceintes pour un accouchement dans les FOSA se fera par des sages-femmes. Elles visent également à augmenter l'immunité collective des enfants à travers la vaccination et à améliorer la détection précoce des différentes menaces à travers la surveillance épidémiologique et la riposte efficace en cas de flambée épidémique.



## Sécurité alimentaire

Personnes dans le besoin (PIN)

**160 000**

Personnes ciblées (PT)

**50 000**

Budget total (USD)

**\$3,0M**

### Contact:

Felicitas Atanga, FAO ([felicitas.atanga@fao.org](mailto:felicitas.atanga@fao.org)), Amelie Rwankineza, WFP ([amelie.rwankineza@wfp.org](mailto:amelie.rwankineza@wfp.org))

### Activités prioritaires

Les interventions prioritaires concernent :

1. Des distributions générales des vivres aux personnes déplacées internes les plus vulnérables, particulièrement aux femmes, filles, garçons, hommes, vieillards et personnes handicapées
2. Des distributions de semences de maïs et de soja et de l'outillage agricole à 5 000 ménages agricoles ayant des terres cultivables, puis suivi de la production le long de la campagne agricole ;

### Stratégie de réponse

La stratégie de réponse du secteur consiste à fournir une assistance alimentaire saisonnière et un appui en intrants agricoles en faveur de 50 000 personnes déplacées internes les plus vulnérables pendant une période de trois.

En vue de sauver la vie des personnes les plus vulnérables, le secteur Sécurité alimentaire va fournir une assistance alimentaire d'urgence pour une période de trois mois à 50 000 personnes déplacées internes du Sud-Ouest éprouvant des difficultés alimentaires. Parmi eux 5 000 ménages ayant des terres cultivables recevront les semences de maïs et de soja et de l'outillage agricole en vue de s'engager dans la production alimentaire. Ils seront par la suite suivis tout au long de la campagne agricole.

Une assistance sera également apportée en faveur des personnes vulnérables qui ont abandonné leur village pour les zones urbaines ou forestières.



## URGENCE DANS LES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

## LISTE DES PROJETS

 ABRIS ET NFI

Agence	<b>UNHCR</b>
Titre du projet	<b>Abris d'urgence et autre aide non alimentaire aux populations déplacées dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest</b>
Objectif	Pour le secteur NFI/Abris, l'objectif principal est l'identification des populations affectées dans le besoin en abris et en NFI et la coordination de l'aide humanitaire afin de fournir aux déplacés et aux familles hôtes un abri adéquat et des articles domestiques les permettant de vivre en dignité et en sécurité.
Pers. ciblées	160 000
Budget	4 642 460 USD
Contact	Antony Akumu-Abogi, <a href="mailto:abogi@unhcr.org">abogi@unhcr.org</a> , +237 696 53 57 15

 EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Agence	<b>UNICEF</b>
Titre du projet	<b>Fourniture d'une assistance rapide en eau, hygiène et assainissement aux populations affectées par la crise dans la région du Sud-Ouest</b>
Objectif	L'intervention vise à réduire les risques de mortalité et morbidité liées à la consommation d'une eau insalubre et au non-respect des bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement par les populations déplacées/affectées.
Pers. ciblées	120 000
Budget	1 568 715 USD
Contact	Hubert ONIBON, <a href="mailto:honibon@unicef.org">honibon@unicef.org</a> , +237 690 452 396

Agence	<b>Plan International Cameroon</b>
Titre du projet	<b>Réponse rapide aux besoins en eau, hygiène et assainissement aux populations affectées par la crise dans la région du Nord-Ouest</b>
Objectif	L'intervention vise à réduire les risques de mortalité et morbidité liées à la consommation d'une eau insalubre et au non-respect des bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement par les populations déplacées/affectées.
Pers. ciblées	5 000
Budget	243 425 USD
Contact	Jean Jacques Kamsu, <a href="mailto:JeanJacques.Kamsu@plan-international.org">JeanJacques.Kamsu@plan-international.org</a> , +237 677 157 903

 EDUCATION

Agence	<b>UNICEF</b>
Titre du projet	<b>Réponses aux besoins éducatifs fondamentaux des enfants affectés par la crise au Sud-Ouest</b>
Objectif	Fournir une éducation préscolaire, primaire et secondaire de qualité à au moins 25 000 enfants affectés par la crise dans le Sud-Ouest du Cameroun
Pers. ciblées	25 000
Budget	750 000 USD
Contact	Beatrice N. Wakimunu-Lélias, <a href="mailto:bwakimunulelias@unicef.org">bwakimunulelias@unicef.org</a> , +237 690 13 29 98

 PROTECTION

<b>Agence</b>	<b>IOM</b>
Titre du projet	<b>Appui à la fourniture d'une assistance humanitaire aux populations déplacées dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun : Displacement Tracking Matrix (DTM)</b>
Objectif	Informar la communauté humanitaire sur l'ampleur des déplacements de population dans la région du Sud-Ouest du Cameroun
Pers. ciblées	160 000
Budget	150 000 USD
Contact	BONHOTE Jan, <a href="mailto:jbonhote@iom.int">jbonhote@iom.int</a>

<b>Agence</b>	<b>UNHCR</b>
Titre du projet	<b>Coordination de la protection et monitoring de la protection des populations déplacées dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest</b>
Objectif	Mise en place des mécanismes de monitoring de la protection dans les deux régions et assurer la diffusion de l'analyse auprès des partenaires humanitaires ; Renforcer les capacités des partenaires et des autorités locales en matière de protection ; Renforcer la capacité de coordination sectorielle de la protection
Pers. ciblées	160 000
Budget	300 000 USD
Contact	Bryan Hunter, <a href="mailto:hunterb@unhcr.org">hunterb@unhcr.org</a> , Mylène Ahounou, <a href="mailto:ahounou@unhcr.org">ahounou@unhcr.org</a>

<b>Agence</b>	<b>UNFPA</b>
Titre du projet	<b>Réponse d'urgence aux VBG pour les personnes déplacées et les communautés hôtes dans la région du Sud-Ouest</b>
Objectif	Fournir l'assistance psychosociale et la référence vers les services de PEC médicale dans la région du Sud-Ouest.
Pers. ciblées	150000 personnes parmi les déplacées internes et communautés hôtes, y compris les survivantes VBG et femmes vulnérables
Budget	290 000 USD
Contact	Angelique Dikoume, <a href="mailto:adikoume@unfpa.org">adikoume@unfpa.org</a> , Lara Chlela, <a href="mailto:chlela@unfpa.org">chlela@unfpa.org</a>

<b>Agence</b>	<b>UNFPA</b>
Titre du projet	<b>Réponse d'urgence aux VBG pour les personnes déplacées et les communautés hôtes dans la région du Nord-Ouest</b>
Objectif	Fournir l'assistance psychosociale et la référence vers les services de PEC médicale dans la région du Nord-Ouest.
Pers. ciblées	10 000 personnes parmi les déplacées internes et communautés hôtes, y compris les survivantes VBG et femmes vulnérables
Budget	80 000 USD
Contact	Angelique Dikoume, <a href="mailto:adikoume@unfpa.org">adikoume@unfpa.org</a> , Lara Chlela, <a href="mailto:chlela@unfpa.org">chlela@unfpa.org</a>

<b>Agence</b>	<b>UNICEF</b>
Titre du projet	<b>Fourniture de soutien psychosocial aux enfants vulnérables et aux adolescents et sensibilisation des adultes touchés par la crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun.</b>
Objectif	Fourniture d'un soutien psychosocial, d'activités de renforcement de la résilience et de l'intégration de mécanismes communautaires de protection de l'enfance pour la prévention et la réponse rapide aux cas d'enfants et d'adolescents touchés par la crise.
Pers. ciblées	67 000
Budget	481 000 USD
Contact	Daniela Luciani, <a href="mailto:dluciani@unicef.org">dluciani@unicef.org</a> , Sarah Karimbhoy, <a href="mailto:skarimbhoy@unicef.org">skarimbhoy@unicef.org</a> , Mayang Alexis, <a href="mailto:malexis@unicef.org">malexis@unicef.org</a>

<b>Agence</b>	<b>ONU FEMMES</b>
<b>Titre du projet</b>	<b>Amélioration de la protection des femmes et des filles affectées par le conflit dans la région du Sud-Ouest du Cameroun</b>
<b>Objectif</b>	Renforcer la protection des femmes et des filles vulnérables survivantes des Violences Basées sur le Genre dans la région du Sud-Ouest à travers le renforcement des capacités de 200 forces de polices et de gendarmerie, la mise en place de 4 Gender Desks et d'un service d'appui à la réinsertion socioéconomique au sein d'un espace de cohésion des femmes au CPEFF/MINPROFF)
<b>Pers. ciblées</b>	40 000
<b>Budget</b>	500 000 USD
<b>Contact</b>	Adama Moussa, <a href="mailto:adama.moussa@unwomen.org">adama.moussa@unwomen.org</a> , +237 222 20 69 69

<b>Agence</b>	<b>INTERNATIONAL MEDICAL CORPS (IMC)</b>
<b>Titre du projet</b>	<b>Protection et soutien psychosocial aux survivantes de VSBG et aux enfants vulnérables dans les régions Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.</b>
<b>Objectif</b>	La réduction des facteurs de risque et le renforcement de la protection / prévention de la violence envers les enfants et les femmes déplacés.
<b>Pers. ciblées</b>	160 000
<b>Budget</b>	330 691 USD
<b>Contact</b>	Jacqueline Uwimana, <a href="mailto:juwimana@InternationalMedicalCorps.org">juwimana@InternationalMedicalCorps.org</a>



## SANTÉ

<b>Agence</b>	<b>WHO</b>
<b>Titre du projet</b>	<b>Appui sanitaire d'urgence aux populations déplacées internes des régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest du Cameroun.</b>
<b>Objectif</b>	1. Accroître l'accès aux services de santé essentiels pour les personnes déplacées internes des régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest ; 2. Atténuer les risques d'épidémies en renforçant les capacités de prévention, de détection et de réponse aux épidémies et autres événements de santé publique au niveau régional et de district ; 3. Renforcer la surveillance épidémiologique à base communautaire et la notification des maladies à potentiel épidémique.
<b>Pers. ciblées</b>	160 000
<b>Budget</b>	700 850 USD
<b>Contact</b>	Dr Emmanuel DOUBA EPEE, <a href="mailto:doubaem@who.int">doubaem@who.int</a> , +237 655 97 84 69

<b>Agence</b>	<b>UNICEF</b>
<b>Titre du projet</b>	<b>Assurer la continuité des services de soins de santé primaire et de la vaccination au niveau des établissements de santé et de la communauté, pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans dans les districts sanitaires accueillant des personnes déplacées dans Les régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest (Cameroun)</b>
<b>Objectif</b>	Fournir des soins préventifs, promotionnels et curatifs aux femmes enceintes et aux enfants de moins de 5 ans dans les districts sanitaires accueillant des déplacés internes dans Les régions du Sud-Ouest et Nord-Ouest.
<b>Pers. ciblées</b>	160 000
<b>Budget</b>	628 069 USD
<b>Contact</b>	Dr Grégoire Kanada, <a href="mailto:gkanada@unicef.org">gkanada@unicef.org</a> , +237 691 14 56 43

<b>Agence</b>	<b>UNFPA</b>
<b>Titre du projet</b>	<b>Assurer les accouchements sécurisés pour les femmes et adolescentes enceintes PDI dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest</b>
<b>Objectif</b>	Assurer un accouchement sécurisé aux femmes, jeunes et adolescentes PDI des Régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. Ceci inclut le pré-positionnement des intrants qui sauvent la vie de la mère et du nouveau-né
<b>Pers. ciblées</b>	1 300
<b>Budget</b>	290 000 USD
<b>Contact</b>	Dr Marquise Kouo Ngamby Ekedy, <a href="mailto:kouongambyekedy@unfpa.org">kouongambyekedy@unfpa.org</a> ,

<b>Agence</b>	<b>INTERNATIONAL MEDICAL CORPS (IMC)</b>
Titre du projet	<b>Amélioration de l'accès aux soins de santé de base et aux services de santé reproductive pour les personnes touchées par la crise</b>
Objectif	Réduire la morbidité et la mortalité parmi les personnes touchées par la crise dans le Sud-Ouest et Nord-Ouest
Pers. ciblées	160 000
Budget	420 370 USD
Contact	Dr Jean MUKENGA, <a href="mailto:jmukenga@InternationalMedicalCorps.org">jmukenga@InternationalMedicalCorps.org</a> , +237 671 13 50 73

<b>Agence</b>	<b>AGENCE HUMANITAIRE AFRICAINE (AHA)</b>
Titre du projet	<b>Appui d'urgence pour le renforcement des activités de santé primaires, communautaire et promotionnelle dans Les région du Sud-Ouest et Nord-Ouest.</b>
Objectif	Fournir une assistance d'urgence aux populations déplacées du Sud-Ouest et Nord-Ouest afin de réduire la mortalité et la morbidité liées au déplacement.
Pers. ciblées	42 000
Budget	320 000 USD
Contact	HIAG Joseph Jean Daniel, <a href="mailto:ahacameroun@gmail.com">ahacameroun@gmail.com</a> , +237 678 78 39 96

<b>Agence</b>	<b>ONUSIDA</b>
Titre du projet	<b>Continuité du traitement des Personnes Vivant avec le VIH sous ARV dans leur lieu de refuge dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest</b>
Objectif	Assurer l'accès aux ARV et la continuité du traitement pour les déplacés internes séropositives sous traitement, y compris la prévention de la transmission mère-enfant
Pers. ciblées	8 500
Budget	300 000 USD
Contact	Dr Takpa Koubagnine, <a href="mailto:TakpaK@unaids.org">TakpaK@unaids.org</a>



## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

<b>Agence</b>	<b>WFP</b>
Titre du projet	<b>Assistance alimentaire inconditionnelle aux personnes déplacées affectées par la crise dans la région du Sud-Ouest.</b>
Objectif	Cette assistance vise à satisfaire pendant 3 mois, les besoins alimentaires de base de 50 000 personnes déplacées affectées par la crise et à risque d'insécurité alimentaire.
Pers. ciblées	50 000
Budget	2 402 150 USD
Contact	Amelie Rwankineza, <a href="mailto:Amelie.Rwankineza@wfp.org">Amelie.Rwankineza@wfp.org</a> , +237 698 10 42 15

<b>Agence</b>	<b>FAO</b>
Titre du projet	<b>Soutien aux personnes déplacés internes dans la région du Sud-Ouest visant à améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle</b>
Objectif	Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes déplacées internes dans la région du Sud-Ouest par la fourniture accrue d'intrants agricoles (semences et engrais) et d'outils agricoles, et suivi jusqu'aux récoltes
Pers. ciblées	25 000
Budget	548 350 USD
Contact	Felicitas Atanga, <a href="mailto:felicitas.atanga@fao.org">felicitas.atanga@fao.org</a> , +237 677 65 18 35



## COORDINATION

Agence	<b>OCHA</b>
Titre du projet	<b>Etablir une antenne pour la coordination d'urgence de la réponse humanitaire dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest</b>
Objectif	Coordonner l'aide humanitaire fournie aux populations dans le besoin dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-ouest pour élargir la portée de l'action humanitaire, améliorer l'établissement des priorités et réduire les doubles emplois, en veillant à ce que l'assistance et la protection parviennent aux personnes qui en ont le plus besoin.
Pers. ciblées	11 Organisations de l'ONU et 10 ONG ciblées
Budget	105 506 USD
Contact	Modibo Traore, <a href="mailto:traorem@un.org">traorem@un.org</a> , +237 693 30 52 22



## SÉCURITÉ

Agence	<b>UNDSS</b>
Titre du projet	<b>Appui à la sécurisation de l'assistance Humanitaire dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest</b>
Objectif	Assurer la sécurité des acteurs humanitaires et des biens, fournissant l'aide aux populations affectée par la crise
Pers. ciblées	11 Organisations de l'ONU ciblées
Budget	50 000 USD
Contact	André Yaro, <a href="mailto:andre.yaro@undss.org">andre.yaro@undss.org</a> , +237 691 12 12 78

## URGENCE DANS LES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

# QUATRE MOYENS POUR SOUTENIR LE PLAN DE RÉPONSE

## EN FAISANT UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ENVERS LE PLAN DE RÉPONSE

Les contributions financières aux organisations humanitaires constituent l'une des formes de réponse les plus utiles et les plus efficaces dans les situations d'urgence humanitaire. Cette page indique plusieurs façons de contribuer à la réponse à la crise dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun. Les bailleurs de fonds des secteurs public et privé sont invités à contribuer directement en espèces via ce plan de réponse d'urgence. Pour ce faire, veuillez vous référer aux coordonnées des secteurs et des organisations, telles que fournies dans les chapitres « Plans sectoriels » et « Liste des projets ».

### Le fond central d'intervention pour les urgences (CERF)

Le fond central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) est un moyen rapide et efficace de soutenir une réponse humanitaire. Au cours du Sommet humanitaire mondial, le Secrétaire général a demandé un financement annuel total du CERF d'un milliard de dollars à compter de 2018. Le CERF fournit un financement immédiat pour une action humanitaire vitale au début des situations d'urgence et pour des crises qui n'ont pas été suffisamment financées. Les contributions sont les bienvenues toute l'année, que ce soit de la part des gouvernements ou des donateurs du secteur privé.

Le CERF a besoin d'une reconstitution régulière. Veuillez consulter ce lien pour la marche à suivre afin de contribuer au CERF : [www.unocha.org/cerf/donate](http://www.unocha.org/cerf/donate)

## EN FAISANT DES DONS EN NATURE OU EN SERVICES

Le Secrétaire Général des Nations Unies encourage le secteur privé à aligner les efforts de réponse avec les Nations Unies afin d'assurer la cohérence des priorités et de minimiser les lacunes et les doubles emplois.

Pour faire un don en nature de biens ou de services, visitez [www.business.un.org](http://www.business.un.org). Les contributions doivent être conformes aux directives sur la coopération entre l'ONU et les entreprises.

Les Nations Unies concluent des accords pro-bono avec des entreprises prévoyant de fournir des actifs directs ou des services pendant les crises. Contactez [pss@un.org](mailto:pss@un.org) pour discuter des façons dont votre entreprise pourrait devenir partenaire de l'ONU.

## EN S'ENGAGEANT DANS LE SOUTIEN PUBLIC, LE PLAIDOYER COMMUN ET LES SOLUTIONS INNOVANTES

**Soutenez** les employés, les familles et les communautés touchées par les catastrophes et les conflits.

**Soyez** partenaire avec les Nations Unies pour entreprendre un plaidoyer commun et travailler aux côtés des acteurs humanitaires pour identifier et partager des solutions innovantes.

**Préparez** et répondez aux catastrophes et aux conflits.

Contactez [pss@un.org](mailto:pss@un.org) ou visitez [www.unocha.org/themes/partnerships-private-sector](http://www.unocha.org/themes/partnerships-private-sector) pour plus d'informations.

## EN RAPPORTANT VOS CONTRIBUTIONS SUR FTS

La déclaration de vos contributions sur le Financial Tracking Service (FTS) améliore la transparence et la redevabilité, et nous donne l'occasion de reconnaître les contributions généreuses. Cela nous aide à identifier les déficits cruciaux de financement. Veuillez signaler vos contributions à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou en remplissant le formulaire en ligne sur [fts.unocha.org](http://fts.unocha.org).

Lors de l'enregistrement de contributions en nature sur FTS, veuillez fournir une brève description des biens ou services et, si possible, la valeur estimée en dollar US, en EURO ou dans la devise d'origine.

## URGENCE DANS LES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

## ANNEXES

## NOTES

1. Projection Institut national de statistique pour 2018 à partir données du recensement de 2005.
2. Cette cible sectorielle globale tient compte de la mise en œuvre d'un exercice de profilage, qui, de fait, prend en compte la totalité de la population déplacée.

## ACRONYMES

ARV	Antirétroviraux
CPFF	Centre de promotion de la femme et la famille
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
GBV	Violences basées sur le genre
IDPs	Personnes déplacées internes
NW	Région administrative du Nord-Ouest
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUFEMMES	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PDI	Personnes déplacées internes
PEC	Prise en charge
SW	Région administrative du Sud-Ouest
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNHCR	Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USD	Dollars américains
WASH	Eau, hygiène et assainissement
WFP	Programme alimentaire mondial
WHO	Organisation mondiale de la santé

